



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## Face aux enjeux, l'Île-de-France mérite une autre politique des transports

Depuis près d'une vingtaine d'années, les transports urbains se dégradent tant en quantité d'offre qu'en qualité. Cela résulte des choix dogmatiques qui ont été faits et qui considèrent le service public de transport en commun comme un bien marchand à part entière. Accroissement des fréquences (entre chaque Bus, métro, tramway ou train), multiplication des incidents techniques, rames bondées, temps de parcours allongés sont le quotidien des voyageuses et voyageurs des réseaux franciliens. De leur côté les agents des entreprises voient des projets se succéder qui désorganisent en permanence les collectifs de travail, dégradent les conditions de travail et de vie au travail. A cela s'ajoute bien évidemment des politiques salariales qui ne permettent pas de vivre convenablement en région Île-de-France.

Nous avons devant nous, avec les situations des réseaux de Paris-Saclay ou encore Melun Val de Seine, un avant-goût des impacts de l'ouverture à la concurrence alors même que celle réservée au reste du réseau de transport en commun, décidée par « Île-de-France Mobilités », n'est pas encore pleinement appliquée.

Or, les questions de l'aménagement du territoire, de l'accès aux services essentiels, de la lutte contre le dérèglement climatique passent irrémédiablement par un service public de la mobilité performant quantitativement comme qualitativement et donc dégagé des injonctions financières. Afin d'investir les ressources financières disponibles dans les infrastructures, les matériels et bien évidemment dans les hommes et les femmes qui permettent le fonctionnement du service public de transport.

Les Unions Régionales d'Île-de-France CGT et FSU le disent clairement : L'ouverture à la concurrence et la privatisation des entreprises publiques ne sont pas la solution mais au contraire elles sont le problème !

A cela s'ajoute l'explosion du coût du logement à Paris et dans la proche couronne qui éloigne de plus en plus de francilien.ne.s de leur lieu de travail.

La question des transports est donc une préoccupation première des francilien.ne.s au quotidien et une source importante de stress qui impacte les conditions de travail et de vie des salarié.e.s.

Quant à l'augmentation des tarifs avec un Passe Navigo à 90 euros, les Unions Régionales d'Île de France CGT et FSU s'y opposent résolument et proposent d'autres solutions pour le financement des transports (entreprises, baisse de la TVA ...)

Devant cette situation il est urgent d'agir, toutes et tous ensemble, pour des transports de qualité accessibles à toutes et tous. Les Unions Régionales d'Île de France CGT et FSU se joignent à l'appel de « Stop Galère » en appelant à participer massivement au rassemblement le **mercredi 07 décembre 2022 à 9 h devant le conseil régional à Saint Ouen** pour stopper cette hausse tarifaire et la privatisation des transports.

Montreuil, le 5 décembre 2022